

Le 10 mars 2015

9 avril : en grève et dans la rue

A l'appel de la CGT, FO et Solidaires, rejoints par la FSU, une journée de grève et de manifestations aura lieu le 9 avril prochain. Nous devons toutes et tous nous saisir de cette échéance.

Les impasses de la politique d'austérité du gouvernement et la surenchère du MEDEF ne peuvent rester sans réponse ni mobilisation nationale. Du Pacte de responsabilité à la loi Macron, toutes les mesures prises par le gouvernement ne font qu'aggraver la situation de la grande majorité des salarié-es et favoriser la course au profit et à la rentabilité financière voulue par le patronat. La méthode autoritaire du gouvernement n'est là que pour cacher son absence de base sociale.

Les inégalités sociales s'approfondissent de jour en jour. Le constat est édifiant : plus de 6 millions de chômeurs-euses, une précarité persistante avec un accroissement des CDD de moins d'un mois, 12 millions de personnes au seuil de pauvreté, plus de 41 000 foyers privés d'accès à l'énergie, des plans de licenciements qui continuent, des salaires qui stagnent, des services publics menacés.

Ces chiffres mettent en lumière l'**indécente concentration des richesses pour une couche de plus en plus restreinte de riches de par le monde.** La part du patrimoine mondial détenue par les 1 % des plus riches est passée de 44% en 2009 à 48 % en 2014, et la fortune des 80 personnes les plus riches s'élevait en 2014 à 1 900 milliards. En France, la fraude et l'évasion fiscale sont une perte sèche évaluée entre 60 et 80 milliards, autant de richesses produites par les salarié-es détournées dans les paradis fiscaux et la spéculation. Les dividendes versés aux actionnaires explosent, plus 30 % en 2014, soit plus de 56 milliards d'euros. Et pendant ce temps, **le gouvernement Valls/Hollande arrose les multinationales à coups de milliards** via le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), recule devant les exigences du patronat, cède aux lois de la finance, bafoue le droit de l'environnement au profit des intérêts économiques.



La contestation et les résistances sociales montent dans plusieurs pays européens. En France, des mobilisations ont lieu dans le privé comme dans le public, dans les localités, les branches, contre les licenciements, pour des augmentations salariales, pour préserver les moyens des services publics, et améliorer les conditions de travail.

A partir de ces luttes, nous voulons **construire les convergences indispensables pour inverser le rapport de force.** A partir de ces luttes nous devons **unir nos forces et exigences pour imposer une autre répartition des richesses** et satisfaire les besoins sociaux les plus élémentaires fondés sur l'égalité et la solidarité.

Le 9 avril, nous le réaffirmerons :

**Patrons, actionnaires, banquiers s'enrichissent sur notre dos : imposons une autre répartition des richesses !
Puisque personne ne travaille à notre place, que personne ne décide à notre place !**

17 mars : les retraité-es dans la rue

Les retraité-es, dans leur très grand nombre, font partie des **victimes d'une politique délibérément inégalitaire** mise au service de la minorité privilégiée qui ne cesse de « se servir » en accaparant une part toujours plus grande des richesses produites par l'ensemble de la société.

Les personnes retraitées, et pas seulement elles, ne peuvent supporter plus longtemps la poursuite de telles **politiques qui ne cessent de mettre une très grande majorité de la population sous la domination** d'une très faible minorité qui s'organise progressivement pour assurer en toute légalité son impunité et son irresponsabilité.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires appelle les personnes retraitées à participer aux **manifestations initiées dans tous les départements le mardi 17 mars**, aux côtés de sept autres organisations de retraités (CGT, FO, FSU, CFTC, FGR-FP, UNRPA, LSR) pour témoigner de leur opposition à la politique menée à leur égard.

Guadeloupe: mobilisation générale le 26 mars

Réunies en intersyndicales, les organisations CFDT, CFTC, CGTG, FO, FSU, SPEG, SOLIDAIRES, SUD PTT GWA, UGTG et UNSA appellent à la mobilisation générale le 26 mars, autour du mot d'ordre : « **Travailleurs, Chômeurs, jeunes, Retraités : les patrons et l'Etat nous attaquent. Ensemble, préparons la contre offensive** ».

Il s'agit notamment de se mobiliser contre le non-respect de la Convention collective et de la clause de convertibilité de l'accord Bino (prime pour les bas salaires), pour de meilleures conditions de travail et l'arrêt de la répression anti-syndicale...

Les organisations syndicales revendiquent également la transparence sur les prix en général, et ceux du carburant en particulier... et s'opposent à la loi Macron, notamment sur son volet « travail le dimanche et la nuit ».

Un grand rassemblement sera organisé le 26 mars dans les rues de Pointe-à-Pitre, première étape d'une mobilisation qui s'inscrit dans la durée.

Basse Normandie : les postier-es font plier la direction

Le 24 février les facteurs-trices de Basse-Normandie étaient appelé-es à la grève par SUD, CGT, CFTC et FO. **Ce jour-là, selon les chiffres de la direction, près de 60% du personnel était en grève.** Il faut donc compter plus de 70% des facteurs/trices en grève en comptant les absents du jour. Ce sont aussi près de 550 facteurs-trices qui ont manifesté pour exprimer leur colère, face à l'instauration de la pause méridienne.

Suite à la très forte mobilisation des agents de Basse-Normandie, les organisations syndicales ont été reçues par les deux directeurs adjoints territoriaux à l'issue de la manifestation. La direction a indiqué aux grévistes qu'il n'y avait pas de méridienne obligatoire sauf si la fin de service se situait après 13h45 et que cela était à la main des Directeurs d'Établissement. Les grévistes ont alors demandé à être reçu-es par les DE dès le lendemain et ont voté la poursuite du mouvement.

Le lendemain, le 25 février, SUD était présent, en soutien des grévistes, sur tous les sites du Calvados. Les agents ont alors convergé vers les bureaux centres afin de rencontrer les directeurs. Le nombre de grévistes était à peu près identique à celui de la veille. **Les facteurs-trices ont remporté des victoires sur plusieurs sites avec l'abandon de la pause méridienne dans de nombreux établissements.** Sur ceux où la direction de la Poste s'entête comme à Caen ou dans l'Orne, la grève continue soutenue par SUD et CGT. **C'est une preuve que des grèves massives y compris de 24 heures peuvent faire céder la direction.**

ESR : défendre les conditions de travail et d'étude

Le désengagement de l'Etat du service public d'enseignement supérieur et de recherche a des conséquences directes et dramatiques sur nos conditions d'études et de travail.

Partout, les personnels se précarisent, des postes sont gelés voire supprimés, et les formations rabotées. Cette situation n'est plus tenable. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités et mettre un terme à l'austérité qui asphyxie les établissements, universités comme organismes de recherche, afin d'assurer des conditions de travail et d'études décentes.

Dans plusieurs établissements, les personnels et les étudiants se mobilisent. À Paris Sud, ils luttent pour sauver leurs formations et leur budget. À Paris 13, personnels et étudiant-es agissent contre des suppressions de postes et à Paris 8 pour les salaires et les conditions de travail. À Lyon 2, tou-tes s'élèvent pour défendre les conditions de travail des vacataires et par là même la qualité de la formation des étudiant-es. Les organismes de recherche sont soumis aux injonctions du ministère. Au CNRS, les organisations syndicales s'élèvent contre le futur contrat d'objectifs qui sera présenté au Conseil d'Administration du 26 mars. A l'IRSTEA (recherche pour l'environnement et l'agriculture), les personnels poursuivent, à l'appel de l'intersyndicale, une grève de la saisie de leurs indicateurs d'activités pour exiger de l'Etat qu'il remplisse ses obligations de financement des charges structurelles.

Les organisations syndicales du secteur* appelaient les étudiant-es et les personnels à se rassembler, débattre et se mobiliser le jeudi 5 mars, pour défendre leurs conditions d'études et de travail. Elles revendiquent :

- ♦ **un accès libre et gratuit à l'enseignement supérieur public** ;
- ♦ **un plan pluriannuel ambitieux de création d'emplois** de titulaires d'enseignants-chercheurs et enseignants, de chercheurs, d'ingénieurs, administratifs et techniciens pour résorber la précarité et répondre aux besoins en matière d'enseignement supérieur et de recherche ;
- ♦ **une augmentation significative du financement** de base de l'Etat pour les formations, les laboratoires et les services.

*FSU – CGT – CFDT – SNPTES

– UNSA – Solidaires (Sud Recherche EPST – Sud Education – Solidaires étudiant-e-s) – UNEF

Thuir (66): 41^{ème} jour de grève des postier-es

Les factrices et facteurs du centre de distribution de courrier de Thuir, dans les Pyrénées orientales, sont en lutte depuis septembre 2014 contre le projet de restructuration de la distribution et la fermeture du centre courrier local, la direction prévoyant de délocaliser l'activité vers d'autres centres du département.

Le mouvement a commencé sous la forme d'un samedi de grève toutes les 3 semaines pendant 4 mois d'octobre à décembre dernier, soutenue par l'intersyndicale CGT-FO-SUD. Il prend maintenant la forme d'une **grève reconductible depuis le 26 janvier 2015** (mais sans FO).

La mobilisation et la détermination restent toujours aussi fortes, aux alentours de 60% du personnel titulaire. La grève reste donc toujours majoritaire.

Le 5 mars 2015, des personnels d'autres centres courrier du département (Prades, Rivesaltes, Toulouges) se sont inscrits dans la grève par rapport à leurs propres revendications (emplois, conditions de travail, absences de moyens de remplacement, flexibilité, souffrance au travail...) et également en soutien à lutte de Thuir.

Au-delà de la défense de leurs conditions de travail, les grévistes défendent le service public postal universel et de proximité. Ce qui arrive aujourd'hui à Thuir est susceptible d'arriver rapidement ailleurs en raison de la politique productiviste de La Poste société anonyme.

Fortement soutenu localement par Solidaires 66 et de nombreux syndicats SUD du département ainsi que de nombreuses structures citoyennes, politiques, syndicales et simples usagers du service public postal (humanement, logistiquement et financièrement), une [pétition de soutien](#) et un appel aux dons de solidarité ont été mis en place.

Vaucluse : combattre syndicalement l'extrême droite

Le Vaucluse, son théâtre antique, son pont d'Avignon, son Mont Ventoux... et son extrême-droite : 4 mairies d'extrême-droite et deux député-es (FN et Ligue du Sud). Et l'extrême-droite se donne aujourd'hui pour objectif de remporter le conseil départemental de Vaucluse.

Solidaires 84 a organisé le 29 janvier 2015 **une journée de réflexion « Combattre syndicalement l'extrême-droite »** avec la participation de VISA13 et de la commission « Ripostes syndicales face à l'extrême droite » de Solidaires afin d'échanger les expériences et de déterminer des perspectives de lutte.

L'extrême-droite, c'est l'ennemie des salarié-es et des plus pauvres : au Pontet, Hébrard, fraîchement élu, s'en cache à peine lorsqu'il supprime la gratuité de la cantine pour les ménages aux plus bas revenus tandis que simultanément il augmente ses indemnités de 44 %. A Orange, depuis 20 ans, Bompard s'assure la sympathie des habitant-es en fleurissant le centre-ville et réprime dans le même temps avec violence toute forme de contestation ou d'opposition. Parallèlement, les thèses de Soral et Dieudonné rencontrent de plus en plus de succès, notamment auprès des jeunes.

Depuis plusieurs mois, Solidaires 84 informe les salarié-es par la diffusion du [4 pages](#) **« L'extrême-droite est un danger mortel »** afin de donner des arguments et de rappeler, à ceux-celles qui se seraient laissé-es séduire, que l'extrême-droite est l'ennemie des salarié-es. Malgré les difficultés, **plusieurs intersyndicales ont réunis CGT-FSU-Solidaires** et nous ne désespérons pas de construire des actions communes de lutte contre l'extrême-droite.

Suite à cette journée en janvier, Solidaires 84, membre de VISA, approfondit son implication dans ce réseau, des liens se créent avec les départements limitrophes : nous participerons au **festival antifa à Marseille au mois de juin**. Et parce que notre **présence dans la rue** et nos mobilisations sont essentielles pour s'organiser et montrer à tous-toutes que le racisme et le fascisme ne peuvent être banalisés, Solidaires 84 appelle à se mobiliser massivement dans les rues d'Avignon le 21 mars « Ensemble contre tous les racismes et le fascisme. L'égalité ou rien ! ».

Solidaires 37: l'acharnement

A peine revenu du procès en appel d'Orléans (TIBI contre SUD-PTT 36-37), le délégué départemental de Solidaires 37 était convoqué par les flics. Il s'agissait de lui reprocher "l'absence de mentions légales" sur le site de SUD-PTT 36-37 (délit passible de 1 an de prison et de 15 000 euros d'amende).

Comme si cela ne suffisait pas, il était convoqué à nouveau, le 12 février, pour "carences à convocations du délégué du procureur de la république".

En effet, **la "justice" voulait lui imposer un "rappel à la loi", suite à une manifestation non déclarée (contre le "jour de colère" 37) le 6 avril 2014. Solidaires 37 s'y refuse.**

Alors que pas moins de 17 organisations y appelaient (dont le PS, le PS et le PC), c'est "mystérieusement" Solidaires 37 qui trinque seul. Notons aussi, que cela fait plus d'une trentaine d'années que des manifestations "non déclarées" se déroulent à Tours...

Solidaires étudiant-e-s: des livres pour Rojava

Cela fait maintenant un mois que la campagne de solidarité internationale initiée par Solidaires étudiant-e-s a été lancée et bat son plein à Besançon, Bordeaux, Lille, Paris, Saint-Denis, Toulouse... Plusieurs centaines de livres ont déjà été récoltés, et seront envoyés d'ici quelques mois pour alimenter la bibliothèque multilingue de l'académie des sciences sociales de Qamishlo, canton de Djizireh, au Rojava (Syrie). L'objectif est de créer une bibliothèque multilingue pour la première université kurde de Rojava ouverte le 2 septembre 2014.

La soirée de soutien à la campagne qui a eu lieu le 6 Mars à Saint-Denis a aussi été un succès et a permis de récolter des fonds pour financer le transport des livres ainsi que la délégation qui part cette semaine rencontrer les étudiant-es de l'académie et amener une première partie des livres.

Maintenant relayée par l'Union Syndicale, la campagne ne demande qu'à s'étendre, d'autant plus qu'un projet de bibliothèque est aussi né dans le canton, maintenant libéré, de Kobané !



21 mars : contre tous les racismes

L'UNSP (Union Nationale des Sans-papiers) et plus d'une centaine de collectifs, associations, syndicats (dont Solidaires) et partis, appellent à manifester ensemble contre tous les racismes, contre le fascisme et pour l'égalité le 21 mars.

Le 21 mars, journée internationale de lutte contre le racisme, va prendre cette année un caractère particulier. Après les attentats de janvier, les manifestations de violence raciste se sont multipliées. Le tout sécuritaire vise particulièrement des personnes identifiables par leur nom, la couleur de leur peau, leur origine, leur culture, l'affichage de leur croyance... Dans le même temps, la situation internationale a augmenté le nombre des migrant-es issu-es des zones de guerre, et l'Europe de son côté resserre les dispositifs de contrôle tout en limitant les aides au secours en Méditerranée. Le Front National continue à répandre ses idées, et des déclarations plus qu'ambigües sont faites au sommet même de l'Etat. C'est dans cette situation que Solidaires appelle à être massivement présent-es dans les manifestations.



Les Lilas (93) : la Maternité doit vivre

Le conseil d'administration de la Maternité des Lilas a remis fin janvier 2015, à la Ministre de la santé Marisol Touraine, son nouveau projet de reconstruction aux Lilas.

Le seul engagement que les personnels et les administrateur-ices ont reçu de la part de la Ministre, c'est la poursuite du financement de la Maternité des Lilas jusqu'à la fin de l'année 2015. Elle n'apporte donc aucune garantie pour l'avenir !

Le conseil d'administration, réclame une réponse claire, ferme et définitive avant le 15 mars : la Maternité sera-t-elle reconstruite comme prévu aux Lilas, les financements correspondants seront-ils garantis et quid du fonctionnement de la Maternité le temps de la reconstruction ?

Si des engagements sérieux des autorités de tutelles ne sont pas donnés, le conseil d'administration engagera le processus de fermeture de la Maternité ou une mise sous tutelle.

Le personnel mobilisé depuis 5 ans, et soutenu dans son combat par de très nombreuses organisations, personnalités et simples citoyen-nes pour que vive et soit reconstruite aux Lilas sa maternité, est écoeuré et surtout très en colère par les fausses promesses du gouvernement. Mais il reste debout et poursuit la lutte.

Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, le collectif de la Maternité des Lilas (dont est membre SUD-Santé sociaux) organisait un rassemblement devant la Maternité, sous la forme d'une veillée funèbre.

Hors de question que des milliers de femmes de Seine-St-Denis et de l'Est Parisien ne bénéficient plus de leur maternité de proximité et qu'elles ne puissent plus disposer librement de leur corps ! Hors de question que ses 150 salarié-es se retrouvent sur le carreau ! La maternité des Lilas doit être reconstruite aux Lilas et financée jusqu'au dernier euro par les pouvoirs publics !

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/rubrique70.html>